

**ETAT DES LIEUX DES COLLECTIFS, PLATEFORMES ET RESEAUX D'ORGANISATION DE
LA SOCIETE CIVILE DU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT DANS 7 PAYS DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**



RAPPORT CAMEROUN

MAI 2010

ONG membres de la Coalition Eau : Acad, Action Contre la Faim, Adede, Avsf, Ccfd, Coopération Atlantique Guinée 44, Corail, Crid, 4D, East, Eau Sans Frontières Internationale, Eau Vive, Enda, Green Cross France et Territoires, Gred, Gret, Helen Keller International, Hydraulique Sans Frontières, Ingénieurs Sans Frontières, Initiative Développement, Les Amis de la Terre, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours Catholique – Caritas France, Secours Islamique France, Sherpa, Solidarité Eau Europe, Toilettes du Monde, Triangle Génération Humanitaire, Water Lex, WECF, WWF France.

Coalition Eau, c/o Eau Vive - 27 rue Léon Loiseau, 93100 Montreuil
Contact : contact@coalition-eau.org - Site Internet : www.coalition-eau.org

Etude réalisée par :
Guy TALLY OSONO – Coordinateur – Arc-En-Cie

Sous la coordination de



SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
INTRODUCTION	6
1) GENERALITES.....	8
1.1. BUT ET OBJECTIFS DE L'ETUDE	8
1.2. METHODOLOGIE	9
1.3. ECHANTILLON DE L'ENQUETE ET COUVERTURE GEOGRAPHIQUE	9
2) RESULTATS DES ENQUETES DE TERRAIN.....	11
2.1. INVENTAIRE DES ASSOCIATIONS, DES COLLECTIFS D'ASSOCIATIONS, DES RESEAUX ET PLATE FORMES PERTINENTS DE LA SOCIETE CIVILE DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	11
2.2. ANALYSE D'UNE PART, DE L'ANCRAGE INSTITUTIONNEL, DU POSITIONNEMENT ET DU NIVEAU DE RESPONSABILITE SOCIALE AINSI QUE LE DEGRE D'IMPLICATION DES OSC DANS LE PARTENARIAT ET LA GOUVERNANCE DE L'EAU AU NIVEAU LOCAL ET NATIONAL ET D'AUTRE PART, LEUR RAPPORT À L'ETAT ET AUX INSTITUTIONS SOUS REGIONALES ET INTERNATIONALES DE L'EAU	14
2.3. LES ACTIONS DANS LES SOUS SECTEURS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LESQUELS AGISSENT LES OSC ET ANALYSE LA PERTINENCE DE LEURS INTERVENTIONS PAR RAPPORT À L'OBJECTIF DE PLAIDOYER POUR L'ATTEINTE DES OMD	17
2.4. PROPOSITION DES MESURES DE DEVELOPPEMENT DES CADRES ET DES MECANISMES DE DIALOGUE ET DE NEGOCIATION IMPLIQUANT FORTEMENT LES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT ET DE RENFORCEMENT DE LEURS CAPACITES DE DIALOGUE AVEC LES ETATS ET LES ORGANISATIONS SOUS REGIONALES.....	21
2.5. PROPOSITION DES AXES DE COLLABORATION AVEC D'AUTRES PLATES FORMES, RESEAUX OU COLLECTIFS DU NORD NOTAMMENT LA COALITION EAU EN FRANCE	22
ANNEXES.....	23
ANNEXE 1 ETUDE D'ETAT DES LIEUX DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC), COLLECTIFS, PLATEFORMES ET RESEAUX D'OSC DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE.	24
ANNEXE 2 : FICHE DE RENSEIGNEMENT SUR LA PLATE FORME ALLIANCE POUR LA MAITRISE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE.....	29
ANNEXE 3 : LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES DE L'ALLIANCE POUR LA MAITRISE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE (AME).....	30

ANNEXE 4: PRESENTATION GENERALE DE LA Coalition des Associations pour la Promotion de l'Assainissement Urbain (CAP-ASUR)	31
ANNEXE 5 : FICHE SIGNALETIQUE DE PRESENTATION DES ORGANISATIONS MEMBRES DE RESEAU CAP-ASUR	33
ANNEXE 6 : QUESTIONNAIRE	36

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACMS	Association Camerounaise pour le Marketing Social
ACP	Afrique Caraïbes Pacifique
ADD	Alternatives Durables pour le Développement
ADEID	Action pour un Développement Equitable, Intégré et Durable
AIDER	Association des Ingénieurs pour l'Assistance au Développement Rural
AME	Alliance pour la Maitrise de l'Eau et de l'Energie
ASAD	Association d'Assistance du Développement
ASDI	Action Sociale pour un Développement Intégré
ASSEJA	Association Enfants, Jeunes et Avenir
ASZ	Association Sarkan Zoumountsi
CAFER	Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux
CAFOR	Cellule d'Appui et de Formation
CIPRE	Centre International de Promotion de la Récupération
CREPA	Centre Régional de l'Eau Potable et de l'Assainissement
DSCE	Document de Stratégie de Croissance et d'Emploi
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ERA Cam	Environnement Recherche Action
FED	Fonds Européenne de Développement
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
GIC	Groupe d'Initiatives Communes
GICALPEN	GIC Action Locale Pour l'Environnement
GIRE	Intégrée des Ressources en Eau
GWP	Global Water Partnership
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MUTCARE	Mutuelle des Anciens Employés de CARE
PEP	Projet Eau Potable
PESSAF	Groupe des Promoteurs d'Eau Potable et des Soins de Santé sans Frontières
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
ODECO	Organisme de Développement, d'Etude, de Formation et de Conseils
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PNDP	Programme National de Développement Participatif
SEAPB	Service d'Etudes et d'Appui aux Populations à la Base du Cameroun
SYDEV	Consortium des ONG et Associations Synergie – Développement

INTRODUCTION

La plupart des pays du sud en général, ceux des Sous Régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en particulier, sont confrontés à plusieurs problèmes de gestion durable des ressources en eau et de l'assainissement en vue de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Or l'accès à l'eau potable et à un système d'assainissement adéquat accompagné des campagnes de promotion de l'hygiène est une condition préalable à tout développement durable. Il contribue à réduire la morbidité et la mortalité des couches vulnérables des populations, en l'occurrence les enfants, les personnes de troisième âge et les femmes. Le manque d'eau potable auquel il faut ajouter les problèmes d'assainissement et d'hygiène accroissent la misère des populations des milieux défavorisés et affecte négativement leurs conditions de vie tant au niveau physique et économique qu'au niveau social et culturel.

L'adoption, en avril 2003, par le Gouvernement Camerounais du DSRP marque une étape décisive dans la poursuite des réformes menées par les autorités camerounaises depuis que le pays a atteint, en octobre 2000, le point de décision dans le cadre de l'initiative renforcée d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PTE). Ce qui permet au Cameroun de dégager des ressources additionnelles consistantes pour lutter efficacement contre la pauvreté. Et au troisième trimestre de 2009, le Cameroun s'est doté d'un Document de Stratégie de Croissance et d'Emploi (DSCE) qui réaffirme aussi la volonté du Gouvernement de cheminer vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans leur ensemble. Le DSCE, qui est en quelque sorte le DSRP de 2^e génération, donne la formulation d'une vision de développement économique du Cameroun à l'horizon 2035.

Par ailleurs, le Plan d'Action National d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement en Milieu Rural (PANAEPAR) élaboré par le Gouvernement camerounais qui envisage d'appuyer les communautés rurales afin que celles-ci se dotent de latrines améliorées. Il consiste aussi à réhabiliter plus 6 000 points d'eau et de créer plus 22 000 nouveaux pour un montant annuel de 25,5 milliards de FCFA à l'horizon 2015.

Parallèlement à ces dispositifs nationaux, les Accords de Cotonou signés entre les pays ACP et l'Union Européenne et le 10^e FED envisagent apporter aussi des ressources additionnelles. Et dans les OMD adoptés par 189 pays au Sommet du Millénaire des Nations Unies qui s'est déroulé à New York en septembre 2000, les Nations Unies s'engageaient à réduire sensiblement la pauvreté à l'horizon 2015. Cet engagement avait incontestablement donné un coup de fouet à l'accroissement de l'aide au développement.

Dans toutes ces stratégies nationales et internationales, l'accès durable à l'eau potable et à un système d'assainissement adéquat est reconnu comme l'un des axes prioritaires de réduction de la pauvreté.

L'initiative PTE, les accords de Cotonou, le FED comme les Nations Unies reconnaissent la place de la Société Civile et lui accordent un rôle accru dans la mise en œuvre de l'aide au développement. Elle doit être partie prenante de l'élaboration et la mise en œuvre de toutes les stratégies de réduction de la pauvreté. C'est pour elle un enjeu que d'y faire bonne figure et d'y défendre ses intérêts. C'est en cela que même si les accords de Cotonou et les OMD sont totalement distincts des dispositifs liés à la dette, ils se rejoignent sur un point : la participation de la société civile. Leur particularité est de ne pas se contenter de solliciter la société civile au niveau de la consultation et du suivi. Ils lui reconnaissent notamment un rôle de maîtrise d'œuvre et lui définissent un seuil minimum de mise en œuvre de l'aide au développement par la société civile. Dans le cadre du 9^e FED, le choix du seuil est de 15%. Si ce seuil peut paraître relativement bas, représente en valeur absolue des montants très significatifs.

Les divers dispositifs évoqués, qu'il s'agisse des annulations de dette, des OMD ou bien des accords de Cotonou, se traduiront par un accroissement du rôle la société civile dans la préparation et la mise en œuvre de l'aide au développement.

Aujourd'hui, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'il existe un faisceau d'opportunités à exploiter par la Société Civile Camerounaise pour apporter sa contribution à la réduction de la pauvreté. Mais quoi qu'il en soit l'on peut déjà légitimement s'interroger sur sa capacité à mobiliser et à absorber l'aide au développement.

En effet, on attend de la société civile camerounaise qu'elle se montre active et responsable, que son implication soit progressive mais significative, alors qu'elle n'est aujourd'hui ni structurée, ni expérimentée en terme opérationnel. Le défi est donc de taille. Le risque attaché à ce défi est qu'un échec ne conduise à une remise en question du principe même de son implication dans l'atteinte des OMD.

On en convient tant au niveau du gouvernement, des bailleurs de fonds, que d'une partie de la société civile elle-même, que cette dernière est encore faiblement structurée en plate forme crédible, cependant tous souhaitent effectivement son implication.

Agissant en rang dispersé, ces acteurs ne pèsent pas lourds pour influencer les politiques publiques. Dès lors le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et structurelles de la société civile devient un préalable à son implication dans la phase opérationnelle de ces divers dispositifs. C'est pourquoi si les partenaires au développement et l'Etat tiennent à son implication effective, sans attendre, ils doivent engager une stratégie de renforcement des capacités des acteurs camerounais.

Pour réaliser cette étude, les enquêtes de terrain ont été menées au Cameroun entre les mois de mars et d'avril 2010. Ces enquêtes ont été aussi une occasion de dialogue avec les OSC et de les sensibiliser sur l'importance de la mise en place d'un réseau des OSC actives dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement pour accroître leur participation dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, mais aussi l'identification des conditions nécessaires à la mise en place d'une plate forme au Cameroun.

Sur ce plan, cette étude a été une expérience instructive dans la mesure où elle a permis de mettre en lumière les limites du manque, au Cameroun, d'une coordination entre les acteurs de la société civile et l'Etat.

Le présent rapport restitue les résultats obtenus au cours des enquêtes et jette un regard prospectif en tenant compte des recommandations qui en ont découlé. Outre l'introduction, il est constitué de trois parties ci-dessous :

- Généralités
- Résultats des enquêtes de terrain
- Une partie constituée des annexes complète ce rapport.

1) GENERALITES

1.1. BUT ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

But de l'étude

Faire un état des lieux sur les acteurs des secteurs de l'eau potable et de l'assainissement au Cameroun.

Objectifs de l'étude

L'objectif global de l'étude est de contribuer à une meilleure connaissance des acteurs de la société civile dans le secteur de l'eau et l'assainissement dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Spécifiquement, l'étude vise à :

- Inventorier dans six (6) pays ciblés pour cette première phase (Bénin, Burkina Faso, Niger, Mali et Sénégal en Afrique de l'ouest ainsi que le Cameroun en Afrique centrale), les associations, les collectifs d'associations, les réseaux et plate formes pertinents de la société civile dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans ces différents pays ;
- Analyser d'une part, leur ancrage institutionnel, leur positionnement et niveau de responsabilité sociale ainsi que leur degré d'implication dans le partenariat et la gouvernance de l'eau au niveau local et national et d'autre part, leur rapport à l'Etat et aux institutions sous régionales et internationales de l'eau ;
- Identifier les sous secteurs de l'eau et de l'assainissement dans lesquels ils agissent et analyser la pertinence de leurs interventions par rapport à l'objectif de plaidoyer pour l'atteinte des OMD ;
- Identifier les points forts et ceux à renforcer pour améliorer d'une part, leur capacité d'influence et d'autre part, leur participation pleine dans les processus décisionnels concernant la gestion des ressources en eau et l'assainissement au niveau local, national et sous régional ;
- Proposer des mesures de développement des cadres et des mécanismes de dialogue et de négociation impliquant fortement les acteurs de la société civile dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et de renforcement de leurs capacités de dialogue avec les Etats et les organisations sous régionales ;
- Proposer des axes de collaboration avec d'autres plates formes, réseaux ou collectifs du Nord notamment la Coalition Eau en France.

En effet, dans le cadre du développement de partenariats actifs pour l'eau au niveau national des pays concernés, il est nécessaire de comprendre les plateformes et coalitions existantes et de vérifier leur niveau d'influence sur l'échiquier national en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de l'eau.

Les résultats de cette étude permettront sont destinés serviront à un triple niveau :

- aux acteurs de la société civile eux-mêmes de mieux se connaître pour dialoguer, pour coordonner leurs actions pour mieux agir ensemble et se faire bien entendre ;
- aux Etats de prendre en compte les acteurs de la société civile dans les différentes décisions nationales concernant l'eau et l'assainissement ;
- à la communauté internationale de mieux cibler les appuis et de faire des évaluations pertinentes sur les progrès accomplis par rapport aux engagements pris.

1.2. MÉTHODOLOGIE

Approche de l'étude

La méthodologie utilisée prend en compte les objectifs spécifiques assignés à la mission. Il a été nécessaire de commencer par :

- La relecture et l'appropriation des TdR.
- L'élaboration des grilles d'entretien
- La constitution de l'échantillon d'enquête
- Le déploiement sur le terrain

Ces activités ont été suivies par le dépouillement, l'analyse et interprétation des données collectées.

Techniques de recherche et groupes cibles

Revue documentaire

Elle a permis l'exploitation des documents pertinents sur les stratégies nationales et sectorielles des secteurs de l'eau potable et de l'assainissement au Cameroun, sur l'aide au développement et sur les actions des acteurs des secteurs de l'eau potable et de l'assainissement. Enfin, elle a conduit à la détermination plus réaliste de l'échantillon à partir d'une identification plus précise des acteurs et des partenaires cibles à enquêter.

Le déploiement sur le terrain et collecte des données

La collecte des données s'est faite, auprès des structures intervenant dans les secteurs concernés par l'étude, lors des entretiens individuels ou de groupe à l'aide d'un questionnaire sur papier à remplir par l'enquêteur. Elle s'est déroulée surtout à Yaoundé situé dans la Région du Centre où un grand nombre d'organisations ont leur siège social. D'autres structures ont été rencontrées dans les chefs lieux des régions ou ont été contactées par téléphone ou par courrier électronique.

Traitement des informations

Le dépouillement et le traitement des données ont été faits manuellement et ont consisté en l'analyse du contenu des documents consultés et des guides d'entretien administrés.

1.3. ECHANTILLON DE L'ENQUÊTE ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

L'échantillon de l'étude a été constitué en tenant compte de la nature juridique des acteurs concernés. Trois (03) catégories d'acteurs ont été identifiées :

- Les OSC Camerounaises
- Les organismes internationaux
- Les institutions étatiques

Catégories d'acteurs	Nombre	Observations
Les OSC Camerounaises	28	03 réseaux dont un du secteur de l'eau et deux ce celui de l'assainissement
Les organismes internationaux	06	
Les institutions, agences et autres dispositifs étatiques	04	
Total	38	

Les enquêtes de terrain ont couvert cinq des dix Régions que compte la République du Cameroun, à savoir : l'Adamaoua, le Centre, l'Est, l'Ouest et le Sud Ouest. Toutefois, il convient de noter que si elles n'ont été menées que dans seulement cinq régions, certaines institutions intervenant au niveau national ou de la Sous Région Afrique Centrale (MINEE, CREPA, GIRE et GWP) leur ont donné une vue panoramique plus large. La répartition des enquêtés par région est présentée dans le tableau ci-dessous :

Région d'implantation	OSC Camerounaises		Organismes internationaux	Institutions, agences et autres dispositifs étatiques
	ONG, associations	Réseaux		
Adamaoua	01	00	00	00
Centre	19	02	06	04
Est	02	00	00	00
Ouest	02	01	00	00
Sud Ouest	01	00	00	0
Total	25	03	06	04

2) RESULTATS DES ENQUETES DE TERRAIN

2.1. INVENTAIRE DES ASSOCIATIONS, DES COLLECTIFS D'ASSOCIATIONS, DES RÉSEAUX ET PLATE FORMES PERTINENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le tableau synoptique ci-dessous présente les réseaux actifs dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Pour les détails, voir fiche de présentation et la liste des membres en annexe.

Dénomination du réseau	Siège et contact du réseau	Objectifs ou activités du réseau	Zone d'intervention	Nombre des membres	Principales réalisations
Alliance pour la Maitrise de l'Eau et de l'Energie (AME)	Rue Statistique, Maison 54 B.P. 1354, Tamja, Bafoussam Tél./Fax: +237 33 44 58 82 Email: ame@adeid.org	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les initiatives participatives dans le sens de l'accès à l'eau propre et potable pour tous, - Développer des actions en faveur de l'hygiène et de l'assainissement en milieu urbain et rural, notamment sur la pollution industrielle - Informer les populations sur les polluants organiques persistants et l'utilisation des contenants plastiques de seconde main sur la qualité de l'eau et la santé - Protéger les réservoirs naturels d'eau et les bassins versants en synergie avec les pouvoirs locaux 	Pour le moment, principalement, dans la ville de Bafoussam dans la Région de l'Ouest	17 membres (des OSC) implantées dans 7 régions du Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> - Etude sur les conditions d'accès à l'eau dans les régions du Littoral, du Nord Ouest, de l'Ouest et du Sud Ouest (2009) - Réalisation d'une enquête sur les causes et les conséquences du choléra dans les villages Baleng et Bamougoum (2005) ; <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des réunions de sensibilisation sur la prévention du choléra dans la région de l'Ouest (2005) ; - Conduite d'une étude de marché sur l'usage des filtres à eau en céramique dans les zones de Mbouda, Foubot, Baleng, Bafoussam et Bansoa (Ouest) 2006 ; - Organisation des tables rondes radio diffusés à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Ouest (2007) ; - Appui à la formation de 02 jeunes camerounais sur la technologie de production et de distribution des filtres à eau en argile au Cambodge, en ASIE (2008) ; - Appui à la réalisation des études de faisabilité pour la réalisation des microcentrales hydroélectriques (2010)

<p>La Coalition des Associations pour la Promotion de l'Assainissement Urbain (CAP—ASUR)</p>	<p>B.P. : 14180 Yaoundé, Tél. : 22.31.43.01 E-mail : cap_asur@yahoo.fr</p>	<p>Concertation des acteurs pour la promotion de l'assainissement</p>	<p>Ville de Yaoundé (les actions sont concentrées sur la commune urbaine d'Arrondissement de Yaoundé VI où la majorité des membres du réseau ont leur siège</p>	<p>10</p>	<p>1- Renforcement des capacités des organisations membres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le diagnostic des organisations membres des cinq filières d'intervention du réseau et identification des besoins de formation. <ul style="list-style-type: none"> - Entre 2007 et 2009, six sessions de formation et de renforcement des capacités des membres de CAP-ASUR ont été organisées <p>2- Plaidoyer lobbying pour le développement local</p> <p>Les acquis obtenus au terme de la formation sur le plaidoyer-lobbying et le développement local ont été valorisés à travers l'initiation d'une action de plaidoyer auprès de la Mairie de Yaoundé VI, afin d'obtenir la participation du réseau CAP-ASUR à l'élaboration et à l'exécution des politiques et programmes de développement urbain dans le secteur l'assainissement et de la gestion des déchets au sein de cette commune où la majorité des membres du réseau ont leur siège. Ceci en droite ligne de la mise en œuvre du processus de décentralisation en cours au Cameroun.</p> <p>Sur le plan pratique, le réseau CAP-ASUR a suscité la création d'une Plate-forme de concertation et d'action entre la Mairie de Yaoundé VI et le réseau CAP-ASUR en abrégé PCA-MC.</p> <p>Les séances d'investissement humain de mobilisation des membres de CAP-ASUR</p>
--	--	---	---	-----------	--

					Plusieurs journées de nettoyage organisées : Les séances d'investissement humain constituent des actions fédératrices pour le réseau, en ce sens qu'elles font appel à une mobilisation de ses compétences internes et s'exécutent avec la collaboration des autorités municipales et des populations.
Réseau Cameroun WASTE net, le réseau des professionnels travaillant dans le domaine de la gestion des déchets au Cameroun	B.P : 3356 Yaoundé Tél. : 22 31 56 67	Promotion de la gestion des déchets solides ménagers	Ville de Yaoundé (même si certaines organisations membres sont basées à Douala, Bafoussam et Limbé)	10	Depuis son lancement, pas rien n'a été réalisé.

Commentaires

Au regard des informations contenues dans le tableau ci-dessus, les trois réseaux identifiés présentent quelques similitudes :

- i. Les activités de ces trois réseaux sont plus orientées vers les opérations de terrain plus tôt que vers le plaidoyer pour la défense des intérêts des membres ;
- ii. Les zones d'intervention des trois réseaux identifiées couvrent une échelle territoriale locale (ville ou commune) ou régionale (une seule province) tout au plus. Dans ces conditions, ils pourraient difficilement prétendre influencer les politiques publiques, car agissant seulement à la base ;
- iii. Les réseaux mènent quasiment les mêmes activités que celles des organisations membres. Cette situation couve un risque d'absorption de ces dernières par le réseau et donc porteuses des conflits d'intérêt du fait de la concurrence entre le réseau et ses membres.

2.2. ANALYSE D'UNE PART, DE L'ANCRAGE INSTITUTIONNEL, DU POSITIONNEMENT ET DU NIVEAU DE RESPONSABILITÉ SOCIALE AINSI QUE LE DEGRÉ D'IMPLICATION DES OSC DANS LE PARTENARIAT ET LA GOUVERNANCE DE L'EAU AU NIVEAU LOCAL ET NATIONAL ET D'AUTRE PART, LEUR RAPPORT À L'ÉTAT ET AUX INSTITUTIONS SOUS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES DE L'EAU

Pour analyser et mesurer l'ancrage institutionnel, du positionnement et du niveau de responsabilité sociale ainsi que le degré d'implication des OSC dans le partenariat et la gouvernance de l'eau, nous avons tenu compte de trois critères :

- Les domaines ou la nature de collaboration des OSC avec l'Etat ou ses démembrements et des partenaires au développement
- La nature des programmes/projets mise en œuvre ;
- La couverture géographique.

Les domaines ou la nature de collaboration des OSC avec l'Etat ou ses démembrements et des partenaires au développement

Les investigations auprès organisations rencontrées ont permis de mettre en relief cinq champs de collaboration entre les OSC, l'Etat ou ses démembrements et des partenaires au développement :

Domaine ou nature de collaboration	Description des axes de collaboration
Gouvernance locale	<ul style="list-style-type: none"> - Participation au processus d'attribution des marchés : appui à l'élaboration des dossiers d'appel d'offres, appui au dépouillement et à l'analyse des offres ; - Suivi et participation à la réception des ouvrages.
Mise en œuvre des projets	<ul style="list-style-type: none"> - Appui institutionnel ; - La réalisation des études de faisabilité des projets de construction et/ou de réhabilitation des ouvrages (puits, sources adduction d'eau potable, assainissement) - La mise en œuvre des Microprojets communautaires Suivi et animation des populations ; - La réalisation des ouvrages d'hydraulique et de l'assainissement (réalisations des forages, puits, sources, rigoles, caniveaux, dalots, etc.) ; - La formation à l'entretien et gestion rationnelle des points d'eau ; - Financement des projets ; - L'animation et sensibilisation des populations ; - L'appui à la mobilisation des apports locaux ; - L'appui à la structuration et au renforcement des capacités des comités de gestion.
Collaboration institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Définition des plans de développement en matière d'hydraulique, - Conseils techniques divers.
Maître d'œuvre institutionnel	Interface entre le maître d'œuvre et le prestataire de services
Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> - Invitation à participer aux conférences, séminaires, réunions diverses, etc. - Appui technique : échanges des documents de travail (rapports) - Conseils et informations sur les politiques/stratégies sectorielles

La nature des programmes/projets mise en œuvre

A propos de la nature des programmes/projets mise en œuvre par les OSC camerounaises, l'analyse des actions de l'échantillon de l'étude nous a permis de relever que sur 25 OSC camerounaises rencontrées, seulement 04 structures, soit 16 % mettent des projets/programmes spécifiques sur la thématique de l'eau.

- Arc-En-Ciel
- Association Camerounaise pour le Marketing Social
- Groupe des Promoteurs d'Eau Potable et des Soins de Santé sans Frontières (PESSAF)
- Projet eau potable d'Otélé

Pour toutes les autres OSC camerounaises dont la plupart sont actives dans les quartiers à habitat spontané en milieu urbain, l'eau et/ou l'assainissement ne sont que des petits volets des projets/programmes.

La couverture géographique

Concernant l'échelle de la zone intervention, il ressort que sur 25 OSC, 08 d'entre elles étendent leurs activités dans plus de 03 régions (provinces) du Cameroun comme le montre le tableau ci-dessous. Toutes les autres sont actives soit à l'échelle d'une région, d'une ville ou d'une commune.

OSC camerounaise	Nombre de régions d'intervention au Cameroun
Arc-En-Ciel	06
ASSEJA	05
CAFER	03
CIPRE	03
Era Cameroun	04
ODECO	03
PASSAF	07

Commentaires

L'apport des efforts additionnels (financements, infrastructures) des OSC camerounaises aux côtés de l'Etat et des collectivités territoriales décentralisées sont indéniables. Mais les OSC ne sont pas pris en compte sans efforts particuliers par l'Etat. Et vis-à-vis des partenaires au développement, elles sont en posture de bénéficiaires et non d'acteurs à part entière.

2.3. LES ACTIONS DANS LES SOUS SECTEURS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LESQUELS AGISSENT LES OSC ET ANALYSE LA PERTINENCE DE LEURS INTERVENTIONS PAR RAPPORT À L'OBJECTIF DE PLAIDOYER POUR L'ATTEINTE DES OMD

Afin de mieux cerner la portée des interventions des OSC des secteurs de l'eau et de l'assainissement, ces deux grands secteurs ont été déclinés en sous activités. Toutes ces actions sont orientées plus vers les opérations de terrain que vers le plaidoyer. Cette situation est d'une part due au fait que d'une part la plupart des OSC n'évoluent individuellement et que les réseaux existant n'ont pas véritablement développé la démarche de plaidoyer.

Sous secteurs	Actions mises en œuvre	Acteurs impliqués	Observations
Eau			
Approvisionnement en eau Potable	Réalisation des infrastructures et équipements de fourniture d'eau potable : - Construction des puits - Forages - Aménagement des sources - Adduction d'eau	- AIDER - Arc-En-Ciel - ASAD - ASSEJA - CAFER - CAFOR - CIPRE - ERA Cameroun - MUTCARE - PEP d'Otélé - PESSAF - Plan International Cameroun - SYDEV	
Traitement de l'eau	Promotion et vente des produits de traitement de l'eau	- PESSAF - ACMS	
	Promotion des techniques de potabilisation de l'eau (traitement de l'eau à domicile)	- PESSAF - AquaCare - ACMS	
Financement des projets	Mobilisation des ressources Financement	- Arc-En-Ciel - IRCOD/Alsace - FEICOM - PEP d'Otélé - PNDP	
Accompagnement à la mise en œuvre	- Animation et structuration des communautés à la base - Education sanitaire et	- ADD - Arc-En-Ciel - ASDI	

	environnementale	- ODECO	
Gestion de l'Eau	Production intellectuelle : Etudes Conseil Recherche Appui à la mise en place des stratégies de gestion durable de l'eau potable	- Arc-En-Ciel - ERA Cameroun - GIRE - Global Water Partnership Central Africa	
	Politique sectorielle de l'eau	MINEE	
Plate Forme	- Animation de réseau en ligne à partir de l'Europe	- Global Water Partnership Central Africa	
Publication	Brochure Livre Prospectus Bulletin d'information Fiches techniques Affiches	- Arc-En-Ciel - ASSEJA - CAFER - CIPRE - CREPA - ERA Cameroun - FEICOM - GWP - MINEE	
Assainissement			
Réalisation des infrastructures et équipements de fourniture d'eau potable	- Toilettes publiques, - Curage des rivières, - Drainage - Franchissement - Dons en matériels	- Arc-En-Ciel - Association Sarkan Zoumountsi - ASSEJA - CAFER - CIPRE - ERA Cameroun	
Récupération et transformation	Valorisation des déchets	- ASZ - CIPRE - Gic le Vert	
Plate Forme	- Mise en réseau des acteurs de promotion du développement urbain : l'assainissement en vue de l'amélioration de la qualité de la vie	- CAP - ASUR - Réseau Cameroun WASTE net - RODEUR	
Evacuation des déchets	Précollecte des ordures ménagères	- Association Sarkan Zoumountsi - Gic Le Vert	
Communication sociale	Radio (tranches d'antenne) : sensibilisation	Tam Tam Mobile	

Publication	<ul style="list-style-type: none"> - Brochure - Livre - Prospectus - Bulletin d'information - Fiches techniques 	<ul style="list-style-type: none"> - ASSEJA - CAFER - CIPRE - CREPA - ERA - FEICOM - GWP - MINEE 	
-------------	--	--	--

Identification des points forts et ceux à renforcer pour améliorer d'une part, leur capacité d'influence et d'autre part, leur participation pleine dans les processus décisionnels concernant la gestion des ressources en eau et l'assainissement au niveau local, national et sous régional

Acteurs	Forces	Faiblesses	Propositions ou recommandations pour aller plus loin
OSC	<ul style="list-style-type: none"> - Une diversité d'acteurs ; - Une dynamique associative forte caractérisée par un foisonnement des associations en quantité mais pas forcément en qualité ; - Existence de nombreuses associations communautaires de base (comités de développement de quartiers) ; - Conflits de leadership ; - Connaissance du terrain : ancrage dans les réalités du contexte local ; - Existence des réseaux à petite échelle (communal et/ou régional) ; - Expertise technique avérée : Dispose en son sein des compétences (techniciens de l'eau et de l'assainissement) ; - Echanges d'informations ; - La confiance des partenaires au développement ; - Présence effective sur le terrain à travers des actions concrètes ; - Reconnaissance par les autorités 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'organisation : La collaboration n'est pas très accentuée, chacun évolue selon son plan d'action, si bien que plusieurs organisations se rencontrent à la fois dans les mêmes localités pour la même question de l'eau ; - Faible niveau de réseautage ; - Cloisonnement et absence de synergies entre les OSC : on arrive parfois à des duplications des mêmes actions sur le même territoire ; - Insuffisance de dialogue entre les acteurs ; - Absence de structuration ou d'instance factières des OSC pour influencer les politiques publiques ; - Couverture géographique réduite souvent limitée à une région, un Département ou une commune ; - Difficultés d'identification des OSC spécialisées dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement ; - Approche par projets spécifiques dans les domaines de l'hydraulique et de l'assainissement ; - Faible capacité de mobilisation des fonds : Aucune OSC camerounaise n'a pu obtenir un financement de la facilité ACP UE 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en réseau des OSC (plate forme) pour mieux influencer les politiques publiques ; - Renforcer la dynamique des réseaux existant ; - Création d'un répertoire national des OSC par secteur d'activité : identification des OSC actives par thématique ; - Mise en place des coordinations thématiques des réseaux ; - Appui au développement organisationnel ; - Renforcement des capacités en leadership, en gestion des groupes, en capitalisation des expériences, etc. ; - Valorisation du rôle d'interface des OSC par des actions de visibilité ; - Organiser des formations pour renforcer les capacités ; - Promouvoir la mise en place des cadres de concertation et de

	administratives.	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de connaissance des différentes technologies ; - Fable développement de la pratique de capitalisation d'expériences ; - Moyens logistiques faibles - Ignorance des réseaux existant au Cameroun et/ou à l'international 	<p>dialogue ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des campagnes d'information et de marketing sur les réseaux existants.
Etat et ses services déconcentrés des secteurs de l'eau et de l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - s'intéresser aux initiatives prises par les opérateurs investissant dans le domaine de l'eau ; - Reconnaissance du rôle positif et de l'apport du travail des OSC ; - La politique de la décentralisation qui amène à la mise en place des collaborations entre les collectivités locales, les OSC et les entreprises ; - Disponibilité des cadres formés et expérimentés - Disponibilité à donner un appui institutionnel aux actions de développement 	<ul style="list-style-type: none"> - Souffre du dénouement en moyens matériels et logistiques ; - N'apporte aucune contribution financière à la réalisation des initiatives de terrain ; - Irrégularité de financement de prestataires recrutés ; <ul style="list-style-type: none"> - Manque de considération pour les OSC - Faible implication dans les actions initiées par les OSC sur le terrain ; - Absence de soutien financier aux actions des OSC ; - Insuffisance des cadres et agents d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les autorités sur la complémentarité entre initiatives des OSC et celles de l'Etat et des CTD ; - Sensibiliser au respect du cahier de charges ; - Que les services étatiques concernés dans la question de l'eau s'impliquent fortement à organiser le secteur de manière à ce que l'on ressente à la base une forte influence des opérateurs dans leurs actions qui se doivent d'être d'uniforme ; - Accroître l'implication des OSC dans la prise des décisions - Accroître et améliorer la qualité de l'implication des services techniques de l'Etat - Mettre en place un cadre de dialogue permanent avec les OSC ; - Recrutement du personnel en qualité et en quantité ; - Acquisition/dotation en moyens matériels et logistiques

2.4. PROPOSITION DES MESURES DE DÉVELOPPEMENT DES CADRES ET DES MÉCANISMES DE DIALOGUE ET DE NÉGOCIATION IMPLIQUANT FORTEMENT LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT ET DE RENFORCEMENT DE LEURS CAPACITÉS DE DIALOGUE AVEC LES ETATS ET LES ORGANISATIONS SOUS RÉGIONALES

Accompagner la mise en place d'une coalition eau au Cameroun qui sera un cadre consultatif, de dialogue et de concertation et une force de proposition et de négociation des acteurs de la Société Civile. Il s'agit de faire d'eux des véritables acteurs et non pas seulement des cibles des actions de l'Etat et des partenaires au développement. Pour y parvenir, il est primordial de mettre en place un dispositif institutionnel et organisationnel. C'est le point départ inhérent à la constitution d'une coalition eau.

- Mise en réseau et structuration des OSC des secteurs de l'eau et de l'assainissement :

Appuyer l'organisation et la structuration des acteurs de la société civile dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en coalition qui se fera valablement à partir d'une dynamique endogène par :

- la conception des documents organiques pour matérialiser l'existence de cette nouvelle organisation. Il s'agit des statuts, règlement intérieur, code d'éthique, etc. ;
 - l'organisation des assemblées générales ;
 - engagement des procédures et démarches administratives en vue de la reconnaissance officielle de la coalition par les autorités ;
 - la mise en place d'un dispositif d'animation de la coalition qui servira de point focal : Secrétariat Permanent ;
 - la création d'un répertoire et d'une mailing list thématiques des acteurs de la société civile dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : répertorier les acteurs par domaine d'intervention ;
 - la définition des activités et stratégies dans le cadre d'un plan stratégique ;
 - la communication publique et visibilité : il s'agira de mettre en place une stratégie de communication institutionnelle interne et externe de la coalition avec des outils et/ou supports tels que la plaquette de présentation, un site WEB, un bulletin d'information, etc.
- Organisation des échanges : organisation des campagnes d'information et de sensibilisation à travers des ateliers régionaux et nationaux en vue de la mise sur pied d'une coalition eau ;
- Participer à l'élaboration, à la planification et à la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement. C'est la condition principale à la mise en place de projets efficaces bénéfiques aux populations pauvres.
- Appui à la mise en place des activités telles que :
- Ateliers d'échanges,
 - Lettre d'information,
 - Conférence électronique,
 - Valorisation de la documentation existante sur l'eau et l'assainissement au niveau national,
 - Animation d'un site internet,
 - Plaidoyer sur l'eau et l'assainissement
 - Etc.
- Renforcement des capacités des OSC notamment dans les domaines de la communication, du lobbying et du plaidoyer.

2.5. PROPOSITION DES AXES DE COLLABORATION AVEC D'AUTRES PLATES FORMES, RÉSEAUX OU COLLECTIFS DU NORD NOTAMMENT LA COALITION EAU EN FRANCE

Une coalition eau et assainissement au Cameroun en tant qu'instance de coordination des acteurs sera d'abord un espace de dialogue et de promotion d'un partenariat authentique entre la société civile, les pouvoirs publics (Etat) et les entreprises privées. Il servira aussi de cadre de mobilisation des acteurs locaux de ces secteurs en vue de la construction des partenariats pour la mise en œuvre des politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement, le suivi et l'évaluation la stratégie nationale de financement du logement de ces deux secteurs. La création et la consolidation d'un tel cadre de concertation passe par :

- Le renforcement des capacités des acteurs locaux pour contribuer à leur professionnalisation (séminaires de formation, forum, tables rondes, colloques, stages, ateliers, etc.) :
 - Renforcement des compétences sur différents thèmes ;
 - Renforcement institutionnel et organisationnel des membres de la coalition ;
 - Accueil des stagiaires et chercheurs ;
 - Elaboration de la cartographie des réalisations en hydraulique dans la zone d'intervention des acteurs concernés et au niveau national
 - Appuis méthodologiques.
- La capitalisation et partage d'expériences : Diffusion d'expertise, valorisation des acquis d'expériences et des résultats, voyages d'études, etc.
- La mise en relation avec d'autres plates formes du Nord et du Sud ;
- L'appui technique à la mise en place des stratégies de plaidoyer et de lobbying
- La réalisation des actions conjointes : montage des projets articulés Nord-Sud, évaluation des actions par les pairs, réponses aux appels d'offres ou à projets notamment à la Commission Européenne, publication
- L'organisation et/ou participation aux manifestations publiques au Nord et au Sud : Conférences, colloques, forum, foires, sommets, campagnes des plaidoyers, etc.
- La mise en place d'un Observatoire au Cameroun afin d'assurer une surveillance de tous les faits touchant aux secteurs de l'eau et de l'assainissement :
 - Création d'une base de données ;
 - Suivi de l'atteinte des OMD ;
 - Mise en place d'une veille sur les dispositifs de financement, les et autres faits concernant les secteurs de l'eau et de l'assainissement ;
 - Création d'un centre de documentation.
- La création d'un centre de ressources spécialisé en eau et assainissement : Mise en place d'un site WEB, des forums d'échanges et de la documentation téléchargeable ;
- La promotion de l'information sur l'eau et l'assainissement au Cameroun ;
- La promotion de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ;
- Le plaidoyer commun : pour guichet de tirage projets souples avec des planchers accessibles aux OSC (types communes), pour orienter les textes règlementaires locaux.

ANNEXES

ANNEXE 1 ETUDE D'ETAT DES LIEUX DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC), COLLECTIFS, PLATEFORMES ET RESEAUX D'OSC DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE.

ANNEXE 2 : FICHE DE RENSEIGNEMENT SUR LA PLATE FORME ALLIANCE POUR LA MAITRISE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

ANNEXE 3 : LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES DE L'ALLIANCE POUR LA MAITRISE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE (AME)

ANNEXE 4: PRESENTATION GENERALE DE LA Coalition des Associations pour la Promotion de l'Assainissement Urbain (CAP-ASUR)

ANNEXE 5 : FICHE SIGNALÉTIQUE DE PRESENTATION DES ORGANISATIONS MEMBRES DE RESEAU CAP-ASUR

ANNEXE 6 : QUESTIONNAIRE

ANNEXE 1 ETUDE D'ETAT DES LIEUX DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC), COLLECTIFS, PLATEFORMES ET RESEAUX D'OSC DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE.

Echantillon d'enquête

1. Réseaux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

N°	Organisation	Sigle	Secteur d'intervention	Région	Localisation	Contacts	Personne rencontrée (nom, prénom et fonction)	Jour de rendez-vous
01	Réseau Cameroun WASTE net		Assainissement	Centre	Yaoundé	Tél : 22 31 56 67 / 77588267 sytalom@yahoo.fr	TALOM Syriac	10 avril 2010
02	Maitrise de l'Eau	AME	Eau	Ouest	Bafoussam	Tél : 33 44 58 82 E-mail : beaudelindongmo@yahoo.fr	Beaudelin Dongmo	Par internet et téléphone
03	Coalition des Associations pour la Promotion de l'Assainissement Urbain	CAP ASUR	Assainissement	Centre	Yaoundé	Tél : 22.31.43.01 E-mail : cap_asur@yahoo.fr	Médard KOM SIMO	10 avril 2010

2. OSC Camerounaises du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

N°	Organisation	Sigle	Région	Localisation	Contacts	Personne rencontrée (nom, prénom et fonction)	Jour de rendez-vous
1	Mutuelle des Anciens Employés de CARE	MUTCARE	Est	Bertoua	Tél : 96232582 E-mail : zobomemutcare@yahoo.fr	ZOBOME Charles Gaston, Président	05 avril 2010
2	Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux	CAFER	Centre	Yaoundé	Tél/fax : 22 22 20 47 Tél : 22 00 18 54 / 77 75 79 79 E-mail : cafer@camnet.cm	M. MENGUE WANDJI Responsable programme développement urbain et social	30 Mars 2010
3	Association Enfants, Jeunes et Avenir	ASSEJA	Centre	Yaoundé	Tél/fax : 22 20 92 93 E-mail : assejacmr@yahoo.fr	M.TSASSE Jean Jules Chargé du programme de l'eau et de l'assainissement	07 Avril 2010
4	Environnement Recherche Action	ERA Cameroun	Centre	Yaoundé	Tél/fax : 22 31 56 67 E-mail : era_cameroun@yahoo.fr	TALOM Syriac animateur	10 avril 2010
5	Association des Ingénieurs pour l'Assistance au Développement Rural	AIDER	Centre	Yaoundé	Tél : 22 10 78 67 / 75 29 30 14 / 96 24 21 63 aidercameroun@yahoo.fr	TCHIO Jules Chargé de programme	02 mars 2010

6	Groupe des Promoteurs d'Eau Potable et des Soins de Santé sans Frontières	PESSAF	Centre	Yaoundé	Tél : 22 20 29 63 E-mail : groupepessaf_org@yahoo.fr	M. LIBALA John Contrôleur-enquêteur	1 ^{er} Avril 2010
7	Centre International de Promotion de la Récupération	CIPRE	Centre	Yaoundé	Tél : 22 31 94 90 / 99 99 77 02 E-mail : ciprepropre@yahoo.fr	M. ONAH Romuald Spécialiste national	31 Mars 2010
8	Arc-En-Ciel	AEC	Centre	Yaoundé	Tél/fax : 22 22 48 73 E-mail : arcenciel.as@iccnnet.cm	Guy TALLY OSONO Coordinateur	01 mars 2010
9	Action Sociale pour un Développement Intégré	ASDI	Ouest	Bana	Tél. : 33 04 52 46 Email : asdicamstructure@yahoo.fr	ONGKAM Emmanuel Coordonnateur	Par internet et téléphone
10	Consortium des ONG et Associations Synergie - Développement	SYDEV	Adamaoua	Ngaoundéré	Tél. : 96 38 26 81 22 63 20 41 E-mail : sydevcm@yahoo.fr	Symphorien MOMENDENG Administrateur Délégué	Par internet et téléphone
11	Organisme de Développement, d'Etude, de Formation et de Conseils	ODECO	Centre	Yaoundé	Tél/fax : 22 23 39 84 / 99 77 78 07 E-mail : odecocam@yahoo.fr pulcherieirene@yahoo.fr	PIEUMI TCHAMGOUE Pulchérie Irène Coordonatrice Nationale	13 avril 2010
12	Association d'Assistance du Développement	ASAD	Est	Bertoua	E-mail : asadbertoua@yahoo.fr	INACK Martin Jules Délégué	05 avril 2010
13	Projet Eau Potable d'Otélé	PEP	Centre	Otélé	BP : 22 Otélé	Père Jean Mbarga	22 mars 2010
14	Association AQUACARE		Centre	Yaoundé,	Tel : 77 45 30 20 B.P : 8404 Yaoundé	Serges AZEBAZE Président	18 mars 2010

N°	Organisation	Sigle	Région	Localisation	Contacts	Personne rencontrée (nom, prénom et fonction)	Jour de rendez-vous
15	Association Camerounaise pour le Marketing Social	ACMS	Centre	Yaoundé	Tél./ Fax : 22-20-92-24 - Tél.: (237) 22-21-94-19/ 22-21-01-53	Christian YAMENI Coordonnateur des projets paludisme, maladies diarrhéiques et hydriques	22 avril 2010
16	Alternatives Durables pour le Développement	ADD	Centre	Mbalmayo	Tél. 77 53 10 11 Fax : 22 28 15 44 Email : altedur@yahoo.fr	BINELI Stanislas Coordonnateur	07avril 2010
17	Service d'Etudes et d'Appui aux Populations à la Base du Cameroun	SEAPB	Centre	Yaoundé	23722213200 E-mail : contact@seapb.org	Mme NSIA Dominique Antoinette	22 avril 2010
18	Cellule d'Appui et de Formation	CAFOR	Centre	Yaoundé	Tél : (237) 22-31-20-41 (237)22 29 26 04 Fax : 237 22-31-89-08 E-mail : caforyde@gmail.com	SEHI Victorine née BEGUIDE	22 avril 2010
19	Global village		Centre	Yaoundé	Tél : 22233152. Fax : 22224331. E-mail : gvcinfo@glovicam.org	KOUEDA KOUNG Jean Directeur	16 mars 2010
20	Association Sarkan Zoumountsi	ASZ	Centre	Yaoundé	23777576278 Email : acs_94fr@yahoo.fr	MAHAMA SALISSOU Ibrahim, Président	16 mars 2010
21	Tam-Tam Mobile	Tam-Tam Mobile	Centre	Yaoundé	99924609 Email : spdetoga@yahoo.com	Simon Pierre D. ETOGA	25 mars 2010
22	Gic Le Vert	Gic Le Vert	Centre	Yaoundé	23777428691 Email : giclevert2000@yahoo.fr	Denis Kessel KENDEP Délégué	25 mars 2010
23	Rural Foundation		Sud Ouest	Buea	Tél : 77547394 E-mail : rural_found@yahoo.com		Par internet et téléphone
24	Action pour un Développement Equitable, Intégré et Durable	ADEID	Ouest	Bafoussam	Tél : Tél : 33 44 58 82 E-mail : mtakam2000@yahoo.fr	Beaudelin DONGMO	Par internet et téléphone
25	GIC Action Locale Pour l'Environnement	GIC ALPEN	Centre	Yaoundé	Tél : 993-10-06 E. mail : ftankeu@yahoo.fr	TANKEU François	29 mars 2010

3. Organismes internationaux

N°	Organisation	Sigle	Région	Localisation	Contacts	Personne rencontrée (nom, prénom et fonction)	Jour de rendez-vous
01	Institut Régional de Coopération - Développement	IRCOD/Alsace	Représentation du Cameroun	Yaoundé	Tél/fax : 22 20 85 77 E-mail : philippe.naegel@ircod.org Espace Nord – Sud, Ircod Alsace 17 rue de Boston, 67000 Strasbourg (France) www.ircod.org	Philippe NAEGEL, Représentant Résident	18 mars 2010
02	Global Water Partnership Central Africa	GWP	Afrique Centrale	Yaoundé	22 10 50 98 22 10 50 97 E-mail : jv.kome@gwpcfaf.org	Mme Victorine KOME Assistante Administrateur	14 avril 2010
03	Global Water Partnership Central Africa	GWP	Cameroun	Yaoundé	22 10 50 98 22 10 50 97 75 53 45 32 E-mail : hycinthb@yahoo.com	Mr Hycinth Banseka	14 avril 2010
04	Gestion Intégrée des Ressources en Eau	GIRE	Cameroun	Yaoundé	Tél : 22 02 48 51 / 77 32 77 78 E-mail : lc.mamba@gwpcfaf.org	Luc Claude MAMBA Communication and knowledge management Officer	14 avril 2010
05	Plan International Cameroun	PIC	Cameroun	Yaoundé	22 21 08 72 BP 25236 Yaoundé	Lucas GANYE Responsable de programme	17 mars 2010
06	Centre Régional de l'Eau Potable et de l'Assainissement	CREPA Cameroun	Cameroun	Yaoundé	Tél. 77 53 51 33 Fax : 22 22 61 77 Email : crepacam2006@yahoo.fr	EBOUEME BOUNTSEBE, Représentant	03 ars 2010

4. Acteurs étatiques, autres Agences et dispositifs Gouvernementaux

N°	Organisation	Sigle	Localisation	Contacts	Personne rencontrée (nom, prénom et fonction)	Jour de rendez-vous
01	Ministère de l'Energie et de l'Eau	MINEE	Yaoundé	Tél : 22 22 61 79 E-mail : bandjidaniel@yahoo.fr	Dr BANDJI Daniel, Direction de l'hydraulique et de l'hydrologie (DHH)	03 mars 2010
02	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	MINADER	Yaoundé	Tél : 22 30 53 90	MVONDO Athanase Sous Directeur Direction du génie rural Direction du développement local et communautaire	03 mars 2010
03	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale	FEICOM	Yaoundé	Tél : 22 22 27 28	Mme NGANE Suzanne Directeur Direction de la coopération, du partenariat, de la communication et des archives	09 mars 2010
04	Programme National de Développement Participatif	PNDP	Yaoundé		EKANI Jean Cadre	09 mars 2010

ANNEXE 2 : FICHE DE RENSEIGNEMENT SUR LA PLATE FORME ALLIANCE POUR LA MAITRISE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

Dénomination : Alliance pour la Maitrise de l'Eau et de l'Energie (AME)

Objectif global : promouvoir une vie meilleure des Humains par une contribution à la mise à disposition en qualité et en quantité de l'eau et de l'énergie pour la satisfaction de leurs besoins.

Objectifs spécifiques :

- 1- Promouvoir les initiatives participatives dans le sens de l'accès à l'eau potable et à l'énergie pour tous,
- 2- Développer des actions en faveur de l'hygiène et de l'assainissement en milieu urbain et rural, notamment sur la pollution industrielle,
- 3- Protéger les réservoirs naturels d'eau et les bassins versants en synergie avec les pouvoirs locaux,
- 4- Mener des plaidoyers et lobbying pour un accès équitable aux services de base (Eau potable et énergie).

Domaines d'activités :

- Sensibilisation ;
- Education formation ;
- Eude- recherche- Action ;
- Plaidoyer et lobbying.

Types de relations avec les pouvoirs publics : Les relations avec les pouvoirs publiques sont celles de collaboration franche et d'échange mutuelle, aussi bien au niveau des services centraux que déconcentrés de l'Etat.

Zones d'intervention : Le réseau a des membres dans 7 des 10 régions du Cameroun

Ouest, Nord Ouest, Sud Ouest, Littoral, Sud, Est, Adamaoua.

Les catégories des membres : Organisations de la Société Civile

Nombre d'organisations membres : 17 organisations membres et quelques organisations aspirantes.

Autres réseaux : - Global Water partnership National : Yaoundé, Tel : +(237) 22215458

ANNEXE 3 : LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES DE L'ALLIANCE POUR LA MAITRISE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE (AME)

N°	Organisation	Noms et Prénoms des représentants	Adresses (BP, Tel)	E-mails
1	ADEID Bafoussam	TAKAM Michel	99481842	Mtakam2000@yahoo.fr
2	IRFD	MAPTUE TOGUEM Victorine	BP: 3365 Yaoundé 75669739	maptuevictorine@yahoo.fr
3	Presse Jeune AFRIYAN-COM	MOUAPON Solomon	BP : 400 Yaoundé 75522520	Solomonleroi2000@yahoo.fr
4	ACSA-Adamaoua	OUSMANOU DAHIROU Pomla	99508966	Ousman_dahirou@yahoo.fr Acsa_ngo@yahoo.fr
5	SIRDEP-Bamenda	LAINJO BUNO Baye	75264987	sirdep02@yahoo.com chiefbaye@yahoo.com
6	CWF- Bamenda	JACQUELINE NGEH AZIBO	77640973	azibo@yahoo.com
7	ERUDEF-Buea	MARTHA Vikie	77123415	Mavinerily_2009@yahoo.fr
8	ICENECDEV Buéa	FONGOEH Eric	96278931	lcenecdev2006@yahoo.com
9	ACEHN- Bertoua	NGO BAYIHA Diane	75990542 75413804	daryestelle@yahoo.fr
10	ONEPCAM- Sud	Sa Majesté MVONDO Bruno	77810944 22875042	ambvondo@yahoo.fr
11	CASYPA- Sud	ZOKA YAKAN Emmanuel	94151855 99621287	Coopcasyapa2007@yahoo.fr
12	APEMC Yaoundé	Dr MBOCK Dieudonné Marius	77742434 33041608	mbogdm@yahoo.fr apemcz@yahoo.fr
13	GIC BELLOMAR-Douala	BELLA ODEN Martial	96319473 75697032	groupebellomar@yahoo.fr
14	JEHCAM- Douala	WOUAKOUE Hortense	75900211	jehcameroun@yahoo.fr
15	WTG	Chi NAPOLEON	75405260	nforpah@yahoo.fr
16	Un Monde Avenir- Douala	NGO BAPA Elisabeth Louise	75078221	nelisabethlouise@yahoo.fr
17	ADEID Bafoussam	DONGMO NGUEGANG Beaudelin	99577452 79583654	beaudelindongmo@yahoo.fr

ANNEXE 4: PRESENTATION GENERALE DE LA Coalition des Associations pour la Promotion de l'Assainissement Urbain (CAP-ASUR)

Création

La Coalition des Associations pour la Promotion de l'Assainissement Urbain en abrégé CAP-ASUR est un réseau à but non lucratif créé en novembre 2005, conformément à la loi N°90/053 du 19/12/1990 sur la liberté d'association, pour la promotion de la gestion des déchets et l'assainissement des villes du Cameroun.

Mission

CAP-ASUR a pour mission de contribuer à l'amélioration du niveau, de la qualité et des conditions de vie des habitants des villes du Cameroun, à travers la promotion de la gestion des déchets et l'assainissement.

But

Le but de CAP-ASUR est de rassembler les organisations de la Société Civile impliquées dans la gestion des déchets et l'assainissement urbain au Cameroun afin de faciliter l'interaction entre elles et le partenariat avec d'autres acteurs dont l'Etat et les organisations internationales, à travers la conception et la mise en œuvre des projets à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) pour la réduction du chômage et la lutte contre la pauvreté en milieu urbain.

Objectif général

L'objectif général de CAP-ASUR est d'offrir un cadre de réflexion, d'échange et d'action aux organisations et associations intéressées par la gestion des déchets et l'assainissement urbain.

Activités

Pour atteindre ses objectifs CAP-ASUR mène les activités suivantes :

- ◆ Recensement et établissement d'un fichier caractéristique des membres (localisation, présentation, compétences, etc.) ;
- ◆ Collecte, capitalisation et diffusion des informations ;
- ◆ Renforcement des capacités des membres suivant un diagnostic des besoins ;
- ◆ Développement des outils de communication : communication électronique (E.mail, site Web,..), affichage, publication d'un journal, émissions radio et télédiffusée ;
- ◆ Organisation des séminaires d'information, de formation, des conférences-débats, montages des documentaires et des publi-reportages sur les réalisations des membres;
- ◆ Conseils, appui technique et organisationnel, suivi-évaluation, accompagnement ou coaching des membres ;
- ◆ Facilitation de la concertation, de la collaboration et du partenariat entre les membres.
- ◆ Gestion pacifique des conflits ;
- ◆ Contrôle des membres sur le plan de l'éthique professionnelle ;
- ◆ Recherche des financements pour les projets du réseau et ceux de ses membres.

Approches de travail

CAP-ASUR adopte trois approches essentielles dans le cadre de ses activités :

- **Approche HIMO** (Haute Intensité de Main-d'Oeuvre) : privilégier le recours au capital humain à l'usage intensif d'équipements dans l'exécution des travaux ;
- **Approche Genre** : souci de l'équité en droits et devoirs entre les différentes catégories sociales ;
- **Approche participative** : recherche optimale et démocratique de la participation active des différents acteurs impliqués dans les différentes activités.

Filières de compétence

CAP-ASUR s'organise autour des cinq filières principales d'assainissement et de gestion des déchets suivantes :

1. Pré-collecte et traitement des déchets solides, balayage et désherbage des rues et espaces publics
2. Curage des cours d'eau, ouvrages et diverses infrastructures d'assainissement
3. Construction des ouvrages d'assainissement et aménagement du paysage urbain
4. Collecte et traitement des eaux usées et des boues de vidange
5. Lutte anti-vectorielle et contre les pollutions spéciales

1

- **Nom** : Centre International de Promotion de la REcupération
- **Sigle** : CIPRE
- **Siège et adresse** : Yaoundé, B.P : 14180 Yaoundé; tél.; 231-43-01 ; E-mail : cipropropre@yahoo.fr
- **Date de création** : 12 avril 1996
- **Responsable à contacter** : TCHUENTE Roger, cel. : 999-77-02
- **Antenne régionale** : Douala, tél. 340-39-16
- **Domaine d'intervention** : Collecte et valorisation des déchets solides, Développement de l'agriculture urbaine et péri urbaine ; Communication (production du trimestriel *Récup'Action*)
- **Collaboration nationale et internationale** : DED-Cameroun, CORDAID Pays-Bas, SCAC (Coopération Française), Dynamique Citoyenne (DC), RODEUR, CIFORD, CAPANET, GCA.

2

- **Nom** : Association pour la préservation de l'environnement et le progrès social
- **Sigle** : SARKAN ZOUMOUNTSI
- **Siège et adresse** : Yaoundé B.P : 299 ; Tél 757-62-78 ; E.mail : acs_94fr@yahoo.fr
- **Date de création** : 14 Septembre 1994
- **Responsable à contacter** : MAHAMA SALISSOU Ibrahim
- **Domaine d'intervention** : Pré-collecte, valorisation des déchets solides, curage, recalibrage des caniveaux et cours d'eau
- **Collaboration nationale et internationale** : SCAC (Coopération Française), CUA, CUY.

3

- **Nom** : GIC ALPEN (Action Locale Pour l'Environnement)
- **Sigle** : ALPEN
- **Siège et adresse** : Biyem-assi B.P : 3781 Yaoundé
- **Date de création** : 26 Septembre 1996
- **Responsable à contacter** : TANKEU François, tél : 993-10-06 ; E. mail : ftankeu@yahoo.fr
- **Domaine d'intervention** : Lutte anti-vectorielle, éducation environnementale, vidanges fosses sceptiques, gestion déchets liquides et nettoyage des domiciles
- **Collaboration nationale et internationale** : Communes, Etat (MINSANTE), IRD.

4

- **Nom** : AQUACARE
- **Sigle** : AQUACARE
- **Siège et adresse** : Yaoundé, B.P : 8404 Yaoundé - Cameroun
- **Date de création** : 19 Juin 2003
- **Responsable à contacter** : Dr ZEBAZE Serge, Tel : 77 45 30 20
- **Domaine d'intervention** :
 - a. Collecte et traitement des eaux usées et boues de vidanges
 - b. Contrôle de qualité et traitement des eaux de boissons
 - c. Etude d'impacts environnementaux en milieu aquatiques des effluents domestiques et industriels
 - d. Information, Education et Communication de la population sur les risques sanitaires liées à l'utilisation des ressources en eaux
 - e. Conception et réalisation des stations d'épuration
- **Collaboration nationale et internationale** : Laboratoires de la faculté des sciences (Université de Yaoundé Ier) SANDEC (SUISSE).

5

- **Nom** : Bafut Women Cultural Association
- **Sigle** : BAWCA
- **Siège et adresse** : B.P : 8134 Yaoundé
- **Date de création** : 1972
- **Responsable à contacter** : Mme NGWA Yvonne
- **Domaine d'intervention** : Recyclage des sachets plastiques
- **Collaboration nationale et internationale** : CAP-ASUR, CIPRE, SARKAN ZAMOUNTSI, Alliance des femmes chefs de la petite et moyenne entreprise du MFOUNDI.

6

- **Nom** : Association TAM-TAM Mobile
- **Sigle** : TAM-TAM mobile
- **Siège et adresse** : Yaoundé
- **Date de création** : 1997, légalisé en 2000
- **Responsable à contacter** : Simon Pierre D. ETOGA Tel : 992-46-09 ; B.P : 20 200 Ydé, E-mail : tamtammobile@yahoo.fr
- **Domaine d'intervention** : Gestion des déchets ménagers et d'hôpitaux, communication et éducation environnementale de proximité par le théâtre, zone mobile, cinéma-mobile, journal page verte
- **Collaboration nationale et internationale** : ERA –Cameroun, C.U.Y, CUA Y 6e, HYSACAM, MINJEUN, RAISE, Coopération Française, NHK, Ambassade du Japon, Université de Kyoto, Université de Nagoya, Projet « Je vais ».

7

- **Nom** : Environnement-Recherche-action au Cameroun
- **Sigle** : ERA-Cameroun
- **Siège et adresse** : Yaoundé, B.P : 3356 Yaoundé (Messa) Tél : 22-31-56-67/22-00-59-79
- **Date de création** : 1995
- **Responsable à contacter** : NGNIKAM Emmanuel, Cél : 99-84-62-77
- **Domaine d'intervention** : Etudes d'impacts environnementaux, collecte et valorisation des déchets solides et liquides, travaux publics, (Construction des infrastructures sociales, Communication : publication du trimestriel « *Gazette du quartier* »
- **Collaboration nationale et internationale** : CUY, CUAY6, SCAC, CRS, GCA, PSEAU, ENSP, ISF de catalogue (Espagne), PCVP, INSA Valor.

8

- **Nom** : GIC-Le-Vert
- **Sigle** : GIC-Le-Vert
- **Siège et adresse** : Yaoundé-Biyem Assi ; BP : 30 510 Ydé ; Tél. : 77 42 86 91 / 99 41 55 69
- **Date de création** : 1998
- **Responsable à contacter** : KENDEP Denis, Cel : 77 42 86 91
- **Domaine d'intervention** : Pré-collecte des ordures ménagères, Hygiène et assainissement, éducation environnementale, création et entretien des espaces verts, reboisement, pépinières.
- **Collaboration nationale** : Programme Fourmi II, MINATD, Sous-préfecture de Yaoundé VI, Commune d'Arrondissement de Yaoundé VI, ERA-Cameroun, GIC JEVOLEC, AJEM.

9

- **Nom** : GRAMU
- **Sigle** : Groupe de Recherche et d'Action en milieu Urbain
- **Siège et adresse** : Yaoundé, B.P : 30 861 Yaoundé; tél.; 99 74 36 94 / 79 34 16 11 ; E-mail : gramu05@yahoo.fr
- **Responsable à contacter** : NKENNE Jean Marie, cel. : 99 74 36 94

- **Domaine d'intervention** : Assainissement, lutte anti vectorielle, sensibilisation et formation des populations
- **Collaboration nationale**: Département de Géographie UY I, ROJEDUC, Commune urbaine de Yaoundé III.

10

- **Nom** : GIC des Volontaires Camerounais pour l'Assainissement de l'Environnement, la Promotion de l'Elevage et de l'Agriculture de Ngousso
- **Sigle** : GIC VOCAPE
- **Siège et adresse** : Ngousso-Yaoundé, BP. : 11 154 Yaoundé Tél : 77 55 44 11 / 77 47 24 10 ; E-mail : vocapegic@yahoo.fr
- **Date de création** :
- **Responsable à contacter** : TSAGUE André
- **Domaines d'intervention** : Pré-collecte des ordures ménagères, agriculture, élevage

Etude d'état des lieux des organisations de la société civile (OSC), collectifs, plateformes et réseaux d'OSC du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

En collaboration avec les ONG Eau Vive et Coalition Eau (France), l'ONG Arc-En-Ciel mène l'étude intitulée ci-haut dont l'objectif global est de contribuer à une meilleure connaissance des acteurs de la Société Civile des secteurs de l'eau et de l'assainissement dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

En effet, ces deux sous régions de l'Afrique comme la plupart des pays du sud sont confrontés à plusieurs problèmes de gestion durable des ressources en eau et de l'assainissement en vue de l'atteinte des Objectifs du Millénaire (OMD) pour le Développement.

Dans le cadre développement de partenariats actifs pour l'eau et l'assainissement au niveau national des pays concernés, il est nécessaire de comprendre les plateformes et coalitions existantes et de vérifier leur niveau d'influence sur l'échiquier national en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Les résultats de cette étude permettront :

- Aux acteurs eux-mêmes de mieux se connaître pour mieux agir ensemble et de se faire bien entendre, aux Etats de prendre en compte ces acteurs dans les différentes décisions nationales concernant l'eau et l'assainissement et à la communauté internationale de mieux cibler les appuis et de faire des évaluations pertinentes sur les progrès accomplis par rapport aux engagements pris
- de renforcer les capacités de participation des OSC du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- de contribuer à améliorer le dialogue Etat - Société civile
- de mieux contribuer à améliorer la gouvernance de ces deux secteurs dans leurs pays respectifs et au niveau continental.

A l'issue des enquêtes de terrain, en fin avril 2010, il est envisagé l'organisation d'un atelier de restitution et d'échanges en vue de l'enrichissement et de l'affinage des données collectées.

Nous vous remercions de bien vouloir nous consacrer quelques minutes pour répondre à ce questionnaire.

Information générales

1. Présentation de l'organisation

Raison sociale :
.....
Sigle :
Statut juridique de l'organisation :
Date de création :
Date de début effectif des activités :
Localisation (siège social et les antennes s'il y en a) :

2. Quels sont les objectifs de l'organisation ?

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

3. Quels sont les secteurs d'activités dans lesquels votre organisation est active ?

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

4. Quels sont les groupes cibles de l'organisation ?

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

5. Zones d'intervention de l'organisation au Cameroun (Régions, communes) :

Régions	Cocher la case correspondante	Communes (citer)
Adamaoua		
Centre		
Est		
Extrême Nord		
Littoral		
Nord		
Nord Ouest		
Ouest		
Sud Ouest		
Sud		
Total		

6. Contact de l'organisation :

Téléphone :
Email :
Site Internet :
Fax :
Boite Postale : Ville :

Localisation (siège social et les antennes s'il y en a) :

.....
.....

7. Expérience dans le secteur de l'hydraulique et/ou de l'assainissement

Depuis combien d'années votre organisation intervient-elle dans le domaine de l'hydraulique et/ou de l'assainissement ?

.....
.....

Vos activités dans le domaine de l'hydraulique se concentrent-elles en zone urbaine, rurale ou les deux ?.....

.....

Concernant l'assainissement, intervenez-vous en zone urbaine, rurale ou les deux ?

.....
.....

Stratégies d'intervention

Votre organisation a-t-elle des projets ou des programmes spécifiques dans le domaine de l'hydraulique ou alors la thématique de l'eau est inscrite dans des projets ou programmes généraux ?

.....
.....
.....

Votre organisation a-t-elle des projets ou des programmes spécifiques dans le domaine de l'hydraulique ou alors la thématique de l'assainissement s'inscrit dans des projets ou programmes généraux ?

8. Secteur de l'hydraulique : Combien de projets ou programmes votre organisation a déjà réalisé ou sont en cours ?

Intitulé des projets ou programme réalisés	Coût total du projet ou du volet hydraulique	Année de début	Durée du projet	Localisation	Activités mises en œuvre	Résultats concrets	Partenaires (bailleurs de fonds)

9. Autres réalisations dans le domaine de l'hydraulique ?

Publication ? (nature de la publication, intitulé, année de publication, nombre d'exemplaires édités, diffusion gratuite ou payante ?)

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)

Réalisation des documents audio ou vidéo ? (intitulé, année de production)

- 6)
- 7)
- 8)
- 9)
- 10)

10. Secteur de l'assainissement : Combien de projets ou programmes votre organisation a déjà réalisé ou sont en cours ?

Intitulé des projets ou programme réalisés	Coût total du projet ou du volet hydraulique	Année de début	Durée du projet	Localisation	Activités mises en œuvre	Résultats concrets	Partenaires (bailleurs de fonds)

11. Autres réalisations dans le domaine de l'assainissement ?

Publication ? (nature de la publication, intitulé, année de publication, nombre d'exemplaires édités, diffusion gratuite ou payante ?)

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)

Réalisation des documents audio ou vidéo ? (intitulé, année de production)

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)

12. Pouvez-vous citer quelques Organisations de la Société Civile actives dans le domaine de l'hydraulique ou de l'assainissement au Cameroun que vous connaissez ? (si possible, donner leurs contacts : téléphone, E-mail ou Site WEB)

Hydraulique

Dénomination de l'organisation	Localisation	contacts

Assainissement

Dénomination de l'organisation	Localisation	contacts

13. Parmi les organisations que vous avez citées, avec la ou lesquelles entretenez-vous des collaborations?

.....

14. Quelle est la nature ou les domaines de cette collaboration ?

.....

15. Votre organisation a-t-elle des collaborations avec le ministère les Services Déconcentrés de l'Etat sectoriels de l'eau et de l'assainissement ?

Oui Non (Cocher la case correspondante)

Si oui, quelle est la nature ou les domaines de cette collaboration ?

Institution	Domaine ou nature de collaboration	Description des axes de collaboration

16. Quelle est votre appréciation des collaborations que votre organisation a développées avec les autres acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement ?

Collaboration avec :	Points forts	Points faibles	Propositions ou recommandations pour aller plus loin
Les Organisations de la Société Civile			
Les Services Déconcentrés de l'Etat sectoriels de l'eau			
Les Services Déconcentrés de l'Etat sectoriels de l'assainissement			

17. Quels sont les atouts ou les forces de votre organisation dans les domaines de l'eau et de l'assainissement?

.....

18. Quels sont les atouts ou les forces de votre organisation dans les domaines de l'eau et de l'assainissement?

.....

Quels sont les besoins en renforcement de capacités de participation et de plaidoyer de votre organisation pour lui permettre de consolider ou d'améliorer ses actions ?

.....
.....
.....
.....

19. Affiliation aux réseaux des acteurs du secteur de l'hydraulique ou de l'assainissement

Connaissez-vous des réseaux spécifiques des acteurs de l'eau ou de l'assainissement existant au Cameroun ? :

Oui Non (Cocher la case correspondante)

Si oui, lesquels ?

Dénomination du réseau	Siège et contact du réseau	Objectifs ou activités du réseau

20. Votre organisation est-elle affiliée à un réseau des acteurs de l'eau ou de l'assainissement au Cameroun ou à l'étranger ?

Dénomination du réseau	Année d'adhésion	Siège et contact du réseau	Objectifs ou activités du réseau

Si un réseau des acteurs de l'eau ou de l'assainissement était mis sur pied au Cameroun, votre organisation serait-elle intéressée à y adhérer ?

Oui Non (Cocher la case correspondante)

Pourquoi ?

.....
.....
.....

Quelles pourraient être selon vous les activités à mener par un tel réseau ?

.....
.....
.....

Merci pour votre collaboration

1. La restitution du rapport provisoire :

L'évaluation du PULCPA comporte une partie résultats mais aussi des recommandations. Dès lors, il importe que les résultats ainsi que les propositions de l'étude soient présentés aux acteurs clefs. Autrement dit, les rapports se voulant des outils d'appréciation de la mise en œuvre du projet, ceux-ci doivent être soumis à la critique des acteurs, des services techniques, de tout autre partenaire du projet. C'est pourquoi, il est prévu une restitution de l'étude. Pour permettre aux participants de contribuer activement à la restitution, le consultant veillera particulièrement à ce que chaque acteur dispose à temps d'une copie du rapport du moins une synthèse. La restitution proprement dite se déroulera en deux parties à savoir la présentation, par vidéoprojecteur, des résultats, analyses et conclusions suivie des questions et commentaires de l'assistance. Cette présentation pour être conviviale combinera, graphiques, tableaux et photographies. L'ensemble des questions et observations faites au rapport provisoire par l'assistance permettront l'amendement du document pour en faire un rapport final. Par ailleurs, les observations et questions feront l'objet d'un compte rendu détaillé annexé au rapport final. Le cas échéant l'animation des ateliers de restitution se fera en français et dans la langue nationale la plus usitée dans la province concernée.

2. La rédaction du rapport définitif :

Les observations et amendements faits au rapport final lors de la restitution permettront au consultant de produire un rapport final ; rapport final qui sera également soumis au PULCPA pour approbation. A partir des nouvelles observations, un rapport définitif intégrant l'ensemble de celles-ci sera rédigé par le consultant.

Tous les rapports seront présentés en français selon un plan indicatif prévu par les TDR. Ils seront déposés en version dure soit un original et deux copies et en copie électronique (CD Rom et par courrier électronique). Les formats logiciels suivants seront utilisés : MS Word pour les textes, Excel pour les tableaux et les images en JPEG.